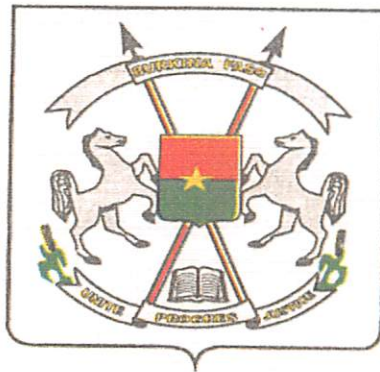


BURKINA FASO



SOIXANTE-QUATORZIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈0≈ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ

DECLARATION

DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR ROCH MARC CHRISTIAN KABORE
PRESIDENT DU BURKINA FASO

New York, le 24 Septembre 2019

(Vérifier au prononcé)

Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations

Monsieur le Président
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation
Distingués délégués
Mesdames et Messieurs
Monsieur le Président

Candidat de l'Afrique au poste de Président de la 74^{ème} session de l'Assemblée générale, vous avez été brillamment élu le 04 juin 2019, dernier et il m'est agréable de vous adresser au nom de ma délégation et au mien propre, mes très vives et fraternelles félicitations.

Vous avez assumé de hautes fonctions au service de votre pays le Nigéria, et avez une parfaite connaissance des Nations Unies.

Je voudrais vous assurer du soutien total du Burkina Faso pour le succès de votre mandat.

Madame la Présidente

L'histoire retiendra qu'en 74 ans d'existence de notre organisation vous avez été la 4^{ème} femme élue Présidente de l'Assemblée Générale et la deuxième en un demi-siècle.

Au regard du travail remarquable que vous avez abattu et des résultats atteints, recevez ici Madame mes félicitations pour avoir relevé les défis majeurs liés au thème de la 73^{ème} année.

Monsieur le Secrétaire Général

Permettez-moi de vous renouveler toute la reconnaissance et la gratitude du peuple burkinabè pour votre engagement personnel et celui du système des Nations Unies pour votre soutien à mon pays en ces moments difficiles.

C'est l'occasion de vous renouveler mes encouragements dans la mise en œuvre courageuse des réformes entreprises et de vous féliciter pour votre rapport présenté le 24 juillet 2019 devant le Conseil de sécurité sur les activités du bureau et du Sahel.

La déclaration du Président du Conseil de sécurité à l'issue de cette présentation augure de meilleures perspectives.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations
Mesdames et Messieurs

Cette année notre 74^{ème} session se tient sous le thème : « Dynamiser, les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion ».

Le Burkina Faso se félicite du choix du thème au regard, de sa pertinence et de son actualité, car plus qu'une conviction, le multilatéralisme reste pour mon pays, l'unique voie pour trouver des solutions aux grandes problématiques du monde.

A ces défis, il faut ajouter la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le crime organisé et la cybercriminalité, qu'aucun pays ne peut vaincre, seul, quelque soit sa puissance.

Au regard de tous les acquis engrangés par les Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité, de la justice, des droits de l'homme, du Développement et de la lutte contre le changement climatique avec l'accord de Paris, il nous faut impérativement travailler au renforcement du multilatéralisme et du rôle de l'ONU comme moyen de parvenir à des solutions communes aux problèmes de notre planète.

Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation

S'il y'a des phénomènes qui attristent notre monde aujourd'hui, ce sont bien le terrorisme et la pauvreté.

Depuis janvier 2016, notre pays fait face à des attaques terroristes persistantes et d'une ampleur sans précédent, dont les impacts au plan humain, social et économique sont lourds de conséquences.

L'escalade de la violence et l'insécurité ont provoqué une crise humanitaire sans précédent, faisant de nombreuses victimes, civiles et au sein des Forces de Défense et de Sécurité, des centaines de milliers de déplacés internes, des écoles et des infrastructures de santé fermées et des symboles de l'Etat détruits.

La déstabilisation se poursuit à travers l'instrumentalisation des problèmes latents entre les communautés qui se muent en affrontements violents.

Au plan des finances publiques, on peut constater l'augmentation des dépenses de sécurité au détriment du financement des secteurs sociaux et du développement.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer l'accompagnement des Nations Unies face à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso.

En effet l'éligibilité du Burkina Faso au Fonds de consolidation de la Paix annoncée par le Secrétaire général de l'ONU a permis, suite à une mission inter-agences dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et d'un groupe de travail d'urgence sous la conduite de la Sous-Secrétaire générale, d'ouvrir un des cinq centres régionaux des Nations Unies en dehors de la capitale, pour être plus près des populations dans les moments difficiles.

Pour s'assurer que l'appui des partenaires internationaux est bien coordonné et aligné sur une stratégie convenue, globale et intégrée qui établit le lien entre prévention, aide d'urgence, relèvement et développement, le Gouvernement a demandé une mission d'évaluation de la prévention et de la consolidation de la paix, de la BAD, de l'Union Européenne et de la banque mondiale qui s'est déroulée du 1^{er} au 10/07/2019 et dont les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

En ce qui concerne la pauvreté, son élimination reste l'objectif premier des ODD, car selon les Nations Unies, des millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Si cette tendance n'est pas inversée plus de 168 millions d'enfants vivront dans l'extrême pauvreté. Plus que jamais, la communauté internationale doit intensifier la lutte pour l'éradication de la pauvreté, qui reste la condition sine qua non pour un développement durable et inclusif.

Ce combat ne pourra avoir des effets bénéfiques que si nous assurons de manière efficace, la coordination des actions multiformes dans le cadre de la troisième décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (2018-2027) et de l'Agenda 2030.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation

La situation sécuritaire dans l'espace du G5 Sahel demeure toujours préoccupante. Au-delà du Burkina Faso, et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je voudrais rappeler à la communauté internationale l'importance de soutenir les pays du G5 Sahel dans leur lutte déterminée contre le terrorisme.

En effet, les actions des groupes armés terroristes sont en expansion géographique aussi bien à l'intérieur de nos pays qu'à l'extérieur de l'espace du G5 Sahel, preuve suffisante qui illustre à souhait qu'il faut prendre des initiatives et des mesures urgentes.

Dans ce sens l'Initiative d'Accra et le Sommet de la CEDEAO tenu le 14 septembre dernier sur la sécurité dans l'espace Ouest-africain sont à saluer.

Ces initiatives indiquent bien que la lutte contre le terrorisme doit être régionale.

A ce stade je voudrais me féliciter de ce que le plaidoyer du G5 Sahel, bien soutenu par le Secrétaire Général devant le Conseil de Sécurité, ait trouvé un écho favorable à travers l'adoption de la résolution 2480 sur le renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Par cette résolution, la MINUSMA apportera un soutien à tous les bataillons opérant dans le cadre de la Force Conjointe du G5 Sahel sous la condition que cette dernière ou d'autres partenaires prennent la responsabilité de l'acheminement de l'aide dans les zones d'opérations au-delà du territoire malien.

Lors du Sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le terrorisme à Ouagadougou, les Chefs d'Etat ont fait le constat du caractère inopérant de la MINUSMA à faire face à la menace terroriste au Mali en raison des limites du mandat qui lui a été confié par le Conseil de Sécurité.

Or, Il apparaît inconcevable qu'avec 12 mille hommes et des moyens substantiels, cette force ne puisse pas contribuer efficacement à la lutte contre le terrorisme dans ce pays.

C'est pourquoi à l'instar de mes pairs de la CEDEAO et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je lance un appel pour un mandat plus robuste et plus offensif en faveur de la MINUSMA. Un tel mandat devrait permettre de sécuriser et de stabiliser davantage le Mali et partant tous les autres pays du G5 Sahel. De même, nous appelons le Conseil de sécurité à accorder un mandat sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies à la force conjointe du G5 Sahel afin de lui assurer des ressources pérennes et prévisibles.

Avec l'Allemagne et la France, nous avons proposé lors du sommet de Biarritz des pays du G7, la mise en place d'un Partenariat International en faveur de la stabilité et de la sécurité au Sahel.

Je voudrais appeler ici tous les partenaires à adhérer sans réserve à cette initiative, car la paix et la stabilité du Sahel sont aussi celles de l'Afrique et du reste du monde.

Monsieur le Président

Je voudrais saisir l'occasion pour réitérer la reconnaissance des peuples et des Gouvernements de mon pays et ceux du G5 Sahel, à l'ensemble du système des Nations Unies et de tous nos partenaires pour le soutien et l'accompagnement dont ils bénéficient depuis le début de la crise sécuritaire et humanitaire.

Je renouvelle mon appel à la solidarité bilatérale et internationale afin de doter la Force Conjointe du G5 Sahel d'équipements et des ressources financières prévisibles et pérennes indispensables à son bon fonctionnement afin de favoriser la réalisation de nos programmes de développement nationaux et régionaux à travers le Programme d'Investissements Prioritaires. Les deux piliers, sécurité et développement, sont nécessaires pour la stabilité de la région.

Il n'y aura de stabilité dans notre espace que si nous trouvons une solution politique à la crise libyenne. Car, comme l'a si bien relevé le 24 juillet 2019 le Président du Conseil de Sécurité : « la sécurité et la stabilité au Mali sont inextricablement liées à celles du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à la situation en Libye et en Afrique du Nord ».

Monsieur le Président

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation

En dépit de la situation qui prévaut dans mon pays, mon Gouvernement poursuit la mise en œuvre de son programme dans le sens de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, du renforcement de la démocratie et de la consolidation de l'Etat de droit.

En effet la consolidation de la reprise économique, la lutte contre le chômage, l'autonomisation des jeunes et des femmes, les initiatives en faveur des personnes vulnérables et la promotion de la bonne gouvernance sont au centre de notre action.

De même, dans le cadre de la lutte contre les inégalités sociales, mais aussi pour un développement harmonieux de tout le pays, deux instruments de réduction des disparités régionales et de dynamisation des économies locales ont été mis en œuvre à travers le Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso, élargi désormais aux cinq régions touchées par l'extrémisme violent et le Programme d'Appui au Développement des Economies Locales.

Au plan de la gouvernance démocratique, j'ai convié la majorité et l'opposition politique à un dialogue politique du 15 au 22 juillet dernier.

Ce dialogue a été positif et nous a permis de faire des avancées qu'il convient de consolider par la prise de textes règlementaires et législatifs y afférents.

Monsieur le Président

En matière de lutte contre le changement climatique, je voudrais tout d'abord saluer la tenue hier, du Sommet Action Climat dont le format a permis de faire des propositions concrètes.

Je voudrais aussi saluer le succès de la Conférence des Etats Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification, tenue en Inde il y a seulement quelques jours, et rappeler combien il existe un lien évident entre la désertification et le changement climatique.

Les pays du Sahel l'ont bien compris, eux qui ont créé dès 1973, le Comité Inter Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel.

Au Burkina Faso, le changement climatique entraînent des déplacements de populations et exacerbe les conflits entre éleveurs et agriculteurs du fait des pénuries d'eau et de la raréfaction des surfaces cultivables et de pâturage.

C'est pourquoi, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les impacts du changement climatique, mon gouvernement a pris d'importantes initiatives dont un Plan quinquennal de reforestation, une Loi pour réduire les effets de catastrophes et de crises humanitaires et un Plan national 2016-2020 pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences.

**Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation**

En dépit du contexte sécuritaire difficile, le Burkina Faso a continué à assumer ses obligations internationales en apportant son soutien aux Nations Unies pour aider d'autres pays frères à recouvrer la paix.

Ainsi, le Burkina Faso, qui compte parmi les grands contributeurs de troupes dans les missions de maintien de la paix est présent au Mali et au Darfour.

En Guinée Bissau nos troupes participent dans le cadre de la Force ECOMIB mise en place par la CEDEAO qui a permis d'assurer une certaine stabilité à ce pays frère, permettant pour la première fois qu'un Président de la république élu achève son mandat.

Par ailleurs des efforts sont faits pour accroître la contribution des femmes pour tenir compte du genre, dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

**Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation**

Au moment où nous sommes réunis, l'actualité internationale reste marquée par des tensions et des menaces à la paix et à la sécurité internationales. Si nous sommes tous présents à chaque session de l'Assemblée Générale, c'est parce que nous croyons en la capacité de l'ONU, symbole par excellence du multilatéralisme et de la diplomatie, de trouver des solutions pérennes aux défis majeurs qui nous accablent mais aussi aux différentes crises dans plusieurs régions du monde.

En Afrique, et au sujet de la crise sécuritaire dans l'espace des pays du G5 Sahel dont j'ai parlé plus haut, je voudrais, rappeler que cette situation est la conséquence directe de la déstructuration de l'Etat Libyen.

J'interpelle donc la communauté internationale à se mobiliser pour trouver une solution de paix durable dans ce pays, car le règlement de la crise sécuritaire dans nos pays passe par la paix en Libye.

A ce sujet, le Burkina Faso salue la médiation des Nations Unies, et recommande fortement une implication de l'Union Africaine en espérant que leurs efforts conjoints permettent de résoudre la crise Libyenne.

Sur la question du Sahara Occidental, le Burkina Faso réitère son soutien au processus politique en cours, mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général des Nations Unies en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable et négociée au différend tel que recommandé par le Conseil de Sécurité depuis 2007, y compris par sa résolution 2468 adoptée le 30 avril 2019.

Le Burkina Faso se félicite de la tenue effective des deux tables rondes entre l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario conformément aux résolutions 2414 et 2440 du Conseil de Sécurité et je voudrais saisir l'occasion pour saluer ici le travail abattu par l'ancien Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies durant son mandat.

Au regard du caractère régional du différend, le Burkina Faso appelle tous les Etats de la région à apporter leurs contributions au processus politique et à renforcer leur participation au processus de négociation.

Au Moyen Orient, la question palestinienne reste une préoccupation majeure dans le conflit israélo-palestinien et le Burkina Faso réitère son soutien à la solution de deux Etats, Israël et la Palestine, vivant en paix et en bon voisinage.

Le Burkina Faso condamne fermement les agressions et attaques répétées contre l'Arabie Saoudite et ses installations pétrolières. D'où qu'elles viennent, ces attaques constituent des menaces graves pour la paix en Arabie Saoudite et pour l'ensemble de la région. C'est pourquoi, nous appelons solennellement à la cessation de ces actes d'hostilités.

En ce qui concerne le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, le Burkina Faso estime qu'il mérite d'être levé, au regard des nombreux préjudices que subissent le peuple cubain depuis de nombreuses années.

Monsieur le Président
Distingués délégués

La paix et la sécurité internationales sont menacées du fait de l'escalade à l'armement.

C'est pourquoi, le Burkina Faso appuie toutes les initiatives et les actions multilatérales en vue de parvenir au désarmement tant au niveau des armes de destruction massive que celles conventionnelles.

Aujourd'hui, plus qu'hier, la preuve est faite que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales dans diverses régions du monde, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel et un frein à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Aussi, j'exhorte les Etats à allouer les ressources dégagées par les programmes de désarmement au financement des ODD, à l'Aide publique au développement et au Fonds vert.

C'est à ce prix que nous offrirons aux millions de personnes défavorisées de meilleures perspectives.

Monsieur le Président
Distingués délégués

Hier nous avons tenu le Sommet Action Climat et la réunion de haut niveau sur la Couverture sanitaire universelle et les jours qui viennent nous allons tenir des réunions de Haut niveau sur le développement durable et le financement du développement.

Nous formulons l'espoir que toutes ces initiatives nous permettront de parvenir à la création d'une dynamique et d'un soutien politique à tous les niveaux, au renforcement de l'engagement avec le secteur privé, afin de tirer le meilleur parti des solutions innovantes pour financer les ODD.

A ce propos, nous félicitons le Secrétaire général pour le lancement de l'Alliance mondiale des Investisseurs pour le développement, intervenu hier 23 septembre 2019.

Ce pool, qui sera composé de 25 à 30 PDG de grandes entreprises du monde entier, censés exploiter leurs connaissances pour inciter davantage d'investissements à long terme pour le développement durable, vient comme une lueur d'espoir au moment où les financements se font de plus en plus rares.

Comme tous les pays, c'est avec l'attention requise que le Burkina Faso suit les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de Sécurité, mais aussi les questions touchant à la revitalisation de l'Assemblée Générale, aux partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales.

Sur la réforme, et à la veille de la commémoration des 75 ans de notre Organisation sous le thème " l'avenir que nous voulons, les Nations Unies dont nous avons besoin: réaffirmer l'engagement collectif au multilatéralisme", le Burkina Faso nourrit l'espoir, qu'enfin, les négociations entamées il y a plus d'une vingtaine d'années, aboutissent à la réforme que nous attendons de tous nos vœux: celle qui doit aboutir à un Conseil de sécurité plus représentatif des 193 Etats membres des Nations Unies dans les deux catégories de membres avec tous les privilèges et les obligations qui y sont liés.

C'est le lieu, pour moi, de renouveler la totale adhésion du Burkina Faso à la position commune africaine telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

En commémorant le 24 avril 2019 la première journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, les Nations Unies réaffirment bien l'importance du multilatéralisme et achèvent de convaincre que dans notre monde d'aujourd'hui, les défis globaux se préparent et se gagnent ensemble.

Je vous remercie.